



## *Féminisation et émancipation, contre l'arrogance linguistique*

Lorsqu'il s'agit aujourd'hui d'aborder le « délicat » sujet de la féminisation du langage, ou écriture dite « inclusive », deux tendances s'affrontent et nous somment de choisir :

- D'un côté un féminisme « pseudo radical », fruit des élucubrations universitaires, qui s'avère fortement englué dans une posture simplement réformiste ;
- De l'autre, la logique purement réactionnaire opposée à toute évolution de la langue française en lui conférant un caractère sacré.

Nous ne nous reconnaissons ni dans l'une ni dans l'autre position. Cependant nous constatons avec effarement l'impossibilité de faire l'examen bilan d'une pratique, que pourtant nous ne rejetons pas en bloc, mais qui commence à sérieusement nous "irriter" par les polémiques et l'importance « fondamentale » qu'elle entend prendre.

Le langage n'est pas neutre, il est bien fondé sur une logique de domination mais il reste cependant le meilleur outil pour défendre nos idées. Si en effet reconnaître que les notions grammaticales de la langue française reposent sur une logique sexiste, qui veut que « le masculin l'emporte sur le féminin », il est aujourd'hui difficile de questionner et remettre en cause une pratique qui semble faillir à son objectif d'émancipation. Mais soyons clair, n'apporter qu'une solution technique à un problème qui ne l'est pas ne sera jamais suffisant. On voudrait nous faire croire, délire post-moderne oblige, que la révolution des esprits ne serait qu'une affaire de linguistique supplantant toute autre forme de réflexion, reléguant au second plan les questions inévitables pour tout.es « révolutionnaires » conséquent.es. En bref, l'écriture inclusive ou quand une pratique, « aussi louable soit elle », devient un but en soi, un cheval de bataille.

En réalité l'écriture inclusive pose un certain nombre de problèmes et questionnements qu'il nous est impossible de balayer d'un revers de la main : **par qui voulons nous être compris ? Introduire une dichotomie là où il n'y en avait pas est-il réellement émancipateur ? Et surtout les usages linguistiques ont-ils un réel effet sur les structures sociales ?**

Nos universitaires et autres « radicaux du langage », trop heureux de pouvoir encore une fois se réfugier dans des solutions élitistes, ré-inventent la sectarisation du langage. Pondant des textes de plus en plus incompréhensibles pour les non initié.es, ils créent un problème que nous ne connaissons que trop bien : l'isolement. Ils et elles se placent hors du monde, avec un langage qui ne sortira jamais de leur petit milieu, tout en restant persuadé.es de pratiquer la Révolution. Le langage devient alors une barrière supplémentaire et tracts et brochures deviennent illisibles. Nous sommes dans l'impossibilité de communiquer.

Il est également problématique d'introduire une dichotomie là où il n'y en avait pas et l'on peut légitimement douter de l'intérêt de passer d'une pratique qui désignait d'un seul terme, au pluriel, l'ensemble des personnes qu'il visait, par une opposition binaire et donc au final exclusive. D'autant plus lorsque cela émane de groupes revendiquant la non pertinence de la différence sexuelle. Rétablir une forme « égalitariste » en divisant l'humanité en catégories, avec l'impossibilité d'en parler universellement, n'est pas forcément un choix pertinent.

Alors, l'écriture inclusive permet-elle de lutter efficacement contre la discrimination sexiste ? « Ça ne mange pas de pain » diront certains (nous les premiers). Pourtant l'étude et l'analyse des résultats concrets ont de quoi nous laisser sceptiques. L'exemple canadien, avec l'introduction de l'écriture épïcène depuis un certain nombre d'années, démontre plutôt l'inefficacité concrète de celle-ci. Les statistiques canadiennes sur le type d'emploi occupé par les femmes, la division du temps de travail et des activités domestiques ne sont guère encourageantes. (Voir "les femmes sur le marché du travail au Québec et au Canada" par Diane-Gabrielle Tremblay pour celles et ceux qui souhaitent les chiffres). Les langues actuelles (dont de nombreuses asiatiques) ne comportant aucune marque du genre féminin ou masculin ne montrent nullement le signe d'une domination masculine moindre dans ces pays. Les sociétés asiatiques demeurent des sociétés particulièrement « patriarcales ». En France, l'introduction de la règle grammaticale qui veut que le masculin l'emporte sur le féminin date du XVIIIème siècle et nous attendons toujours celui ou celle qui nous prouvera qu'antérieurement la société fut moins sexiste et misogyne.

Force est de constater, n'en déplaise à nos universitaires bourgeois.es et autres fanatiques des thèses post-modernistes, que changer l'orthographe ou la grammaire n'a jamais permis d'obtenir une véritable égalité homme-femme. En réalité, la focalisation sur l'exigence de l'écriture inclusive détourne l'attention des facteurs de sexisme bien plus déterminants, ils empêchent d'identifier les véritables causes. Le danger est là, toujours le même, récurrent dans toutes réflexions post-modernes : pourrir le débat et la lutte par des polémiques et combats stériles et diviseurs, discréditer ou au mieux minorer les causes principales pour étaler un blabla élitiste, sans jamais se remettre en questions. Il faut bien justifier son salaire de sociolinguiste.

Seule la lutte paye et quand bien même sommes-nous loin d'être hostiles à la féminisation de certains mots ou à une simplification de la grammaire et de l'orthographe, nous ne sommes pas dupes quand à sa portée politique. Nous ne nous laisserons pas embobiner par des postures « pseudos radicales » qui cachent leur impuissance et leur inconséquence politique. **L'arrogance linguistique, qu'elle soit réactionnaire ou soi-disant libertaire, ne nous intéresse pas.**